Union africaine : A New Alamein, les dirigeants appellent à accélérer l'intégration du continent

MALI
2028
L'information est l'oxygène des temps modernes MERCREDI 07 OCTOBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Dougoukoloko monte en puissance : L'armée réaffirme sa mission de défense de l'intégrité territoriale



Emploi et formation professionnelle : 60 cadres renforcent leurs compétences en suivi-évaluation



Hausse du prix de la viande : Le gouvernement cherche la parade avec les acteurs de la filière

Sommaire







UNE /

Dougoukoloko monte en puissance : L'armée réaffirme sa mission de défense de l'intégrité territoriale — P 04

BRÈVES /

Ambassade du Mali à Abuja : La montée des couleurs placée sous le signe du mérite et de la reconnaissance — P 11

Année de l'Éducation et de la Culture : Le comité préparatoire remet son rapport au ministre Amadou Sy Savané — P 11

Forum Climat, Paix et Sécurité à Nouakchott : L'expérience malienne au service de la résilience africaine — P 12

Coopération Mali-Serbie : Belgrade affiche son intérêt pour des investissements industriels au Mali — P 13

ACTUALITÉ /

Emploi et formation professionnelle : 60 cadres renforcent leurs compétences en suivi-évaluation — P 15

École publique de l'île Dialagoun : Canal+ offre 225 kits scolaires et un million de FCFA — P 17

POLITIQUE /

Hausse du prix de la viande : Le gouvernement cherche la parade avec les acteurs de la filière — P 19

Tribune : « Nous n'avons pas à demander la permission d'être libres » — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

Immersion créative 72 heures : 15 artistes conjuguent leurs talents au service du vivre-ensemble — P 26

INTERNATIONAL /

Union africaine : A New Alamein, les dirigeants appellent à accélérer l'intégration du continent — P 28

Agenda 2063 : L'Union africaine et la BAD veulent accélérer le financement des projets prioritaires — P 29

SPORT /

Éliminatoires JO Los Angeles 2028 : Les Aigles Dames à Lomé pour défier le Bénin — P 31

Chine : Le sport fait tourner l'économie pendant les vacances de la Fête nationale — P 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Dougoukoloko monte en puissance : L'armée réaffirme sa mission de défense de l'intégrité territoriale



La situation militaire connaît un nouveau tournant dans la région de Kidal. Alors que les Forces armées maliennes (FAMa), appuyées par leurs partenaires russes, intensifient leurs opérations aéroterrestres dans le cadre de l'opération Dougoukoloko, le Front de libération de l'Azawad (FLA) a annoncé, mardi 6 octobre 2026, le retrait de ses combattants de Kidal. Le mouvement présente cette décision comme un « repli stratégique et maîtrisé ». Sur le terrain, cette annonce intervient au moment où l'armée malienne accentue sa pression pour sécuriser la région et réaffirmer l'intégrité du territoire national.

Dans un communiqué, le FLA explique son retrait par l'intensification des opérations militaires et aériennes. Il accuse notamment les FAMa et leurs partenaires russes d'un recours « disproportionné » aux moyens aériens et affirme vouloir préserver ses capacités ainsi que les populations civiles. Ces affirmations émanent du mouvement et doivent être distinguées de la communication officielle de l'armée.

Du côté des FAMa, l'État-Major Général des Armées confirme l'engagement d'opérations aéroterrestres d'envergure dans la région de Kidal, dans le cadre d'une réadaptation du dispositif de l'opération Dougoukoloko.

Les objectifs annoncés sont précis : traquer et neutraliser les groupes armés terroristes opérant dans la région, détruire leurs sanctuaires et leurs réseaux d'approvisionnement, restaurer durablement la sécurité des populations et garantir la libre circulation des personnes et des biens.

Cette nouvelle phase illustre la détermination affichée par l'armée malienne à exercer sa mission régalienne de défense du territoire. Dans une région devenue depuis des années l'un des principaux théâtres des crises sécuritaires maliennes, l'enjeu dépasse la seule dimension militaire : il touche à la souveraineté et à l'unité nationale.



L'État-Major appelle parallèlement les populations de Kidal au calme, à la vigilance et à la collaboration avec les forces de défense et de sécurité. Il les invite notamment à signaler tout mouvement ou comportement suspect.

Dans cette séquence, les FAMa mettent en avant leur engagement à défendre un Mali uni et indivisible, à protéger les populations et à permettre à chaque citoyen de circuler librement sur l'ensemble du territoire national.

Le patriotisme attendu des soldats se mesure ainsi à une mission fondamentale : servir la République, préserver l'intégrité territoriale et protéger les Maliens, quelles que soient leur région ou leur communauté.

L'annonce du retrait du FLA constitue donc un développement majeur. Si le mouvement parle d'une mesure temporaire, la pression exercée par l'opération Dougoukoloko modifie manifestement le rapport de forces autour de Kidal.

Pour l'armée malienne, la mission reste inchangée : poursuivre la sécurisation du territoire et empêcher que des groupes armés puissent durablement soustraire une partie du pays à l'autorité de l'État.

À Kidal comme ailleurs, l'enjeu demeure celui d'une République exerçant sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Et derrière les FAMa engagées sur le terrain se manifeste une aspiration largement partagée au Mali : retrouver la paix, préserver l'unité nationale et défendre l'intégrité du pays.

Moctar Sow

- Malick Konate

Depuis quelques jours, l'armée malienne, accompagnée de mercenaires russes, a entamé un mouvement en direction de la ville de Kidal. Occupée par les groupes armés du FLA et du JNIM depuis les événements du 25 avril 2026, la ville a été reprise ce mardi 6 octobre 2026 par les Forces armées maliennes (FAMa) et leurs supplétifs russes.

Les FAMa et leurs partenaires russes contrôlent actuellement la ville, où elles sont entrées sans rencontrer de résistance.

La ville de Kidal est désormais aux mains des forces armées maliennes.

#Bèki_Takè #Mali



- Mali Actu

Affaire foncière de la zone aéroportuaire : Le procès de l'ancien maire Adama Sangaré et de ses coaccusés reporté au 8 octobre 2026 devant le PNEF

Attendu avec un vif intérêt par l'opinion publique, l'important dossier judiciaire impliquant l'ancien édile de la capitale et ses huit coaccusés — poursuivis dans le cadre d'un vaste litige portant sur la division prétendument non conforme de près de 3 000 parcelles situées dans l'emprise de l'aéroport et sur un gouffre financier évalué à plusieurs centaines de millions de francs CFA — a finalement été ajourné par la justice pour être reprogrammé au jeudi 8 octobre 2026 devant le pôle spécialisé de Bamako.



- Présidence de la République du Sénégal

Arrivé lundi après-midi à Abuja, en République fédérale du Nigeria, pour une visite de travail, le Chef de l'État Bassirou Diomaye Faye s'est d'abord rendu auprès des trois institutions qui font vivre la Communauté au quotidien : la Cour de justice, le Parlement et la Commission. Il a salué l'engagement de celles et ceux qui les servent et assuré leurs responsables de son appui dans la mise en œuvre de leurs programmes de travail.

Ce mardi, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, il a présidé la cérémonie de prestation de serment des nouveaux juges de la Cour de justice de la #CEDEAO.

Devant les nouveaux juges, il a rappelé que la Cour veille au respect des traités et protège les droits des citoyens de l'espace communautaire.

Soulignant les défis politiques, sécuritaires et économiques auxquels la région est confrontée, il les a invités à rendre une justice impartiale, qui renforce la confiance des populations dans leurs institutions. Il a également rendu hommage aux juges sortants pour les services rendus à la Communauté.

Le Sénégal assume ainsi pleinement les responsabilités attachées à la présidence de la CEDEAO. À l'issue de la cérémonie, le Président de la République a quitté Abuja pour regagner Dakar.



- Ministère de l'Education Nationale Mali

JOURNEE MONDIALE DES ENSEIGNANTS.

Le ministre était de la fête.

A l'occasion de la célébration de la journée mondiale des enseignants, édition 2026, le ministre de l'Education nationale, Dr Amadou SY SAVANE a présidé, ce 5 octobre, la cérémonie qui a enregistré la présence d'un grand nombre d'acteurs de l'école. Dans son intervention, monsieur le ministre a salué le dévouement et l'engagement des enseignants qui sont au cœur de toute l'attention des autorités pour le renforcement de l'environnement des apprentissages. Il a rendu hommage aux enseignants qui, souvent dans des conditions difficiles, exercent leur métier avec dignité et compétence.

Au nom des syndicats des enseignants ; M. Kony TANGARA, président de la commission d'organisation a sollicité davantage de partenariat pour le renforcement de la collaboration.

La conférence-débat programmée avait pour thème « Rôle et responsabilité de l'enseignant dans la transmission du Maaya (humanisme Malien), du civisme et du patriotisme pour bâtir le Mali-Kura. Le conférencier du jour était le professeur Ibrahima N'DIAYE qui, de part toute son expérience sur la thématique, a apporté des réponses aux préoccupations.

Des attestations de reconnaissance ont été décernées à des enseignants qui se sont longtemps battus pour la cause des enseignants à savoir l'amélioration continue de leurs conditions de vie et de travail.

CELLULE DE COM. MEN



- SS24

Le Président Kiir quitte le Kenya pour l'Afrique du Sud

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit, a quitté Nairobi pour l'Afrique du Sud après

une visite de deux jours au Kenya, où il a tenu des discussions avec le président William Ruto.

Ruto a promis le soutien du Soudan au 22 décembre pour les élections et a encouragé les dirigeants politiques à poursuivre le dialogue et la consens.

L'objectif de la dernière visite de Kiir en Afrique du Sud n'a pas encore été annoncé.

Suivez SS24 pour plus de mises à jour.

#SouthSudan #SS24 #SalvaKiir #WilliamRuto #Kenya #Nairobi



- TÉLÉ MALI

L'intégration des enseignants communautaires à la fonction publique des collectivités.



MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

DIRECTION NATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

AVIS DE REUNION N° 0002 /MATD-DNFPCT DU 10 MAR 2026

Le Directeur national de la Fonction publique des Collectivités territoriales convie en réunion le vendredi 13 mars 2026, à 10 heures précises, dans la salle de réunion de la Direction nationale de la Fonction publique des Collectivités territoriales, les responsables ou représentants des structures ci-après :

- le Directeur des Ressources humaines du secteur de l'Education ou son représentant ;
- le Directeur national de l'Enseignement fondamental ou son représentant ;
- la Directrice nationale de l'Education préscolaire et spéciale ou son représentant ;
- le Directeur général du Budget ou son représentant ;
- le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de l'Education nationale ou son représentant ;
- le Gouverneur du District de Bamako ou son représentant ;
- le Maire du District de Bamako ou son représentant ;
- deux (2) représentants de la Direction nationale de la Fonction publique des Collectivités territoriales ;
- deux (2) représentants des Ecoles communautaires ;
- deux (2) représentants des Centres de Développement pour la Petite enfance ;
- deux (2) représentants des Centres intégrés de l'Education spécialisée.

Ordre du jour : Echanges sur le processus d'intégration des contractuels des ECOM, COPE, CED, CIES, CAF et CAFe dans la Fonction publique des Collectivités territoriales, au titre de l'exercice budgétaire 2026.

Le Directeur

Moussa DEMBELE

0035 10/3/26

- Dialafan Mady Kéïta

Ces routes qui apportent des centaines de milliards au Mali sont fortement dégradées

Bko-Kba-Diboli

Bko-Kayes-Diboli

- Mohamed Assaleh Ag Ibrahim

Toutes mes chaleureuses félicitations au Président du Conseil National de Transition le Général de Corps d'Armée Honorable Malick Diaw pour ce remarquable discours d'ouverture de la session d'octobre 2026. Un discours à la hauteur des enjeux de notre Nation, marqué par la responsabilité, la vision et l'attachement aux intérêts vitaux du peuple malien.

Une intervention forte, porteuse d'un message d'unité, de souveraineté et d'espoir pour notre pays.

Que Dieu bénisse le Mali



- Mali Actu

Kidal : les FAMa renforcent leur dispositif

Les Forces armées maliennes, avec leurs partenaires russes, ont engagé des opérations aéroterrestres dans la région de Kidal dans le cadre de la réadaptation du dispositif de Dougoukoloko

Objectif : lutter contre les groupes armés terros et renforcer la sécurité des populations.

L'état-major appelle les populations au calme, à la vigilance et à la collaboration avec les forces de défense et de sécurité.

#Mali #Kidal #FAMa

NB ; Image pour illustration



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Ambassade du Mali à Abuja : La montée des couleurs placée sous le signe du mérite et de la reconnaissance



La Chancellerie du Mali à Abuja a abrité, le lundi 5 octobre 2026, la traditionnelle cérémonie mensuelle de montée des couleurs nationales. Présidée par l'Ambassadeur du Mali au Nigeria, S.E.M. Cheick Oumar Coulibaly, la cérémonie a été marquée par la décoration de M. Cheick Oumar Traoré, chauffeur à l'Ambassade depuis plus de deux décennies.

Moment de communion autour des symboles de la République, la montée des couleurs constitue pour le personnel diplomatique une occasion de réaffirmer son attachement à la Patrie et aux valeurs républicaines. Elle rappelle également les exigences qui s'imposent à tout serviteur de l'État : loyauté, probité, discipline, dévouement et dignité.

La cérémonie de ce mois d'octobre a revêtu un caractère particulier avec une séquence consacrée à la reconnaissance du mérite. Au nom des plus Hautes Autorités de la République du Mali, l'Ambassadeur Cheick Oumar Coulibaly a remis à M. Cheick Oumar Traoré la Médaille de l'Étoile d'Argent du Mérite national avec Effigie « Lion Debout ».

Cette distinction récompense plus de vingt années de service au sein de l'Ambassade du Mali à Abuja. Elle salue notamment le dévouement, le professionnalisme et la constance avec lesquels le récipiendaire s'est acquitté de ses missions au service de l'État et de l'intérêt général.

Au-delà de M. Traoré, cette décoration apparaît également comme une reconnaissance du rôle joué par l'ensemble du personnel local de la représentation diplomatique malienne au Nigeria.

À travers cette cérémonie, la Chancellerie a ainsi placé à l'honneur les valeurs d'engagement patriotique, d'exemplarité et de récompense du mérite, tout en rappelant que le service de la Nation repose aussi sur ces femmes et ces hommes qui, souvent dans la discrétion, assurent quotidiennement le fonctionnement des représentations du Mali à l'étranger.

Fatou Sissoko

Année de l'Éducation et de la Culture : Le comité préparatoire remet son rapport au ministre Amadou Sy Savané



Le processus de mise en œuvre de l'Année de l'Éducation et de la Culture 2026-2027 franchit une nouvelle étape. Le comité préparatoire a officiellement remis, mardi 6 octobre 2026, son rapport au ministre de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané, lors d'une cérémonie organisée à l'Inspection générale de l'Éducation nationale (IGEN).

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Boureima Kansaye, de la vice-présidente du comité préparatoire, Mme Assetou Founé Samaké, ainsi que des représentants des départements concernés et de plusieurs structures du secteur éducatif.

Cette remise intervient dans le cadre de la concrétisation de l'initiative du Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, qui a décrété la période 2026-2027 Année de l'Éducation et de la Culture. L'ambition affichée est d'accélérer la formation et la consolidation du capital humain, considéré comme un levier essentiel du développement et de la souveraineté nationale.

Dr Amadou Sy Savané s'est félicité du travail réalisé par le comité en collaboration avec les départements concernés. Il a souligné la complémentarité entre éducation et culture dans le processus de refondation de l'État et du système éducatif malien, avant de féliciter les experts, techniciens et personnes ressources mobilisés.

Selon Mme Assetou Founé Samaké, sous l'impulsion du président du comité, Jean-Bosco Konaré, trois grands domaines prioritaires ont été identifiés. Ils portent notamment sur le renforcement du système éducatif et de la culture, l'accès des élèves et étudiants aux connaissances scientifiques à travers les 13 langues nationales, ainsi que le développement de l'alphabétisation.

Le rapport met également l'accent sur la formation d'ingénieurs dans les différents secteurs d'activité du pays. Des discussions devront désormais permettre de définir les stratégies nécessaires à la concrétisation de ces différentes orientations.

Fatou Sissoko

Forum Climat, Paix et Sécurité à Nouakchott : L'expérience malienne au service de la résilience africaine



Nouakchott accueille, du 6 au 8 octobre 2026, la deuxième édition du Forum sur le Climat, la Paix et la Sécurité consacré aux pays du Sahel et du Golfe de Guinée. Après avoir abrité la première édition en novembre 2023, le Mali entend partager son expérience et contribuer à la recherche de réponses africaines intégrées face aux défis climatiques et sécuritaires.

Placée sous le thème « Consolidation de la paix et résilience climatique : bâtir des réponses intégrées face aux défis croisés dans l'espace sahélo-guinéen », la rencontre vise à approfondir les synergies régionales autour des liens entre changement climatique, sécurité, développement et cohésion sociale.

La délégation malienne est conduite par la ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Doumbia Mariam Tangara. Pour Bamako, l'enjeu consiste notamment à renforcer les réponses aux risques climatiques et sécuritaires dans une logique de prévention des conflits, de consolidation de la paix et d'amélioration du bien-être des populations.

En prélude aux travaux, la ministre a effectué une visite au siège de l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV), accompagnée notamment de l'ambassadeur du Mali en Mauritanie, Bakary Doumbia.

En sa qualité de présidente du Conseil des ministres de l'Agence, elle a salué l'engagement du personnel et celui du Secrétaire exécutif, Almoustapha Garba. Elle a réaffirmé l'accompagnement du Mali aux initiatives de l'APGMV, considérée

comme un instrument africain au service de la résilience des populations.

À l'Ambassade du Mali à Nouakchott, Doumbia Mariam Tangara a également rencontré des compatriotes auxquels elle a transmis les salutations des autorités maliennes. Elle les a invités à contribuer au renforcement de la coopération entre le Mali et la Mauritanie.

Après Bamako en 2023, Nouakchott entend ainsi consolider une dynamique régionale où résilience climatique et construction de la paix apparaissent désormais étroitement liées.

Moussa Diarra

Coopération Mali-Serbie : Belgrade affiche son intérêt pour des investissements industriels au Mali



Les relations entre le Mali et la Serbie pourraient connaître une nouvelle dynamique, notamment dans les secteurs industriel, minier et énergétique. Ces perspectives ont été évoquées, vendredi 2 octobre 2026 à Addis-Abeba, lors d'une audience entre l'Ambassadeur, Représentant permanent du Mali, Dr Madou Diallo, et son homologue serbe, Davor Trkulja.

Cette rencontre, sollicitée par le diplomate serbe, s'inscrivait dans le cadre d'une visite de courtoisie, un an après l'ouverture de l'Ambassade de Serbie à Addis-Abeba, mais également dans la volonté d'explorer plusieurs questions d'intérêt commun.

Davor Trkulja a notamment présenté les potentialités de son pays dans les domaines de l'industrie de l'armement, des mines et de l'installation de lignes électriques. Selon lui, la Serbie est disposée à investir au Mali, notamment à travers l'implantation d'unités de fabrication de matériels et d'usines de transformation de matières premières.

Les échanges ont également porté sur des questions diplomatiques internationales. L'Ambassadeur serbe a rappelé la position de Belgrade concernant le Kosovo, que la Serbie ne reconnaît pas comme État indépendant.

En retour, Dr Madou Diallo a rappelé les relations historiques entre le Mali et la Serbie, héritées notamment de l'époque de l'ex-Yougoslavie, ainsi que leur appartenance commune à l'ONU et au Mouvement des Non-alignés. Il a réaffirmé la position du Mali en faveur du respect de la souveraineté des États et rappelé le soutien diplomatique malien à la Serbie sur la question du Kosovo.

Le diplomate malien a, par ailleurs, présenté à son interlocuteur les trois piliers de la Confédération des États du Sahel (AES) : Défense, Diplomatie et Développement.

Les deux diplomates ont ainsi ouvert des perspectives pour approfondir une coopération Mali-Serbie appelée à dépasser le cadre diplomatique pour s'étendre davantage aux investissements et au développement économique.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Emploi et formation professionnelle : 60 cadres renforcent leurs compétences en suivi-évaluation



Le Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle poursuit le renforcement des capacités de ses structures et de celles de ses partenaires. Un atelier consacré au suivi-évaluation des politiques et programmes publics d'emploi et de formation professionnelle s'est ouvert, lundi 5 octobre 2026 à Bamako, au profit de 60 cadres et agents issus de deux départements ministériels.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier de renforcement des capacités institutionnelles en suivi-évaluation des politiques et programmes publics d'emploi et de formation professionnelle a été présidée par Mahamadoun Sarré, Chef de cabinet du département, représentant la ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck.

Organisée par le ministère à travers le Deuxième Projet de Formation professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des jeunes Ruraux (FIER II), la session vise à doter les participants d'outils permettant d'améliorer la conception, le pilotage, la mise en œuvre et surtout l'évaluation des politiques publiques.

Au total, 60 cadres et agents des services techniques participent à cette formation. Ils sont répartis à parts égales entre le Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, avec 30 participants, et le Ministère de l'Éducation nationale, également représenté par 30 agents, notamment de la Direction nationale de l'Éducation non formelle et des Langues nationales.

Selon Mahamadoun Sarré, l'objectif est de renforcer aussi bien les compétences techniques que managériales des bénéficiaires afin d'optimiser le suivi-évaluation des politiques d'emploi et de forma-

tion professionnelle ainsi que des programmes d'alphabétisation.

L'initiative intervient dans le cadre de la mise en œuvre des mémorandums d'accord conclus entre FIER II et ses différents partenaires. Elle s'inscrit également dans la première composante du projet, qui ambitionne de créer un environnement institutionnel et socio-économique plus favorable à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes ruraux.

Pour les responsables du projet, le renforcement des capacités des institutions publiques et privées constitue, en effet, une condition essentielle pour améliorer les dispositifs de formation, d'accompagnement et d'insertion économique des jeunes vivant en milieu rural.

Cette orientation s'inscrit, selon le département, dans la vision des autorités de la Transition en matière de valorisation du capital humain et de création d'opportunités économiques en faveur de la jeunesse.

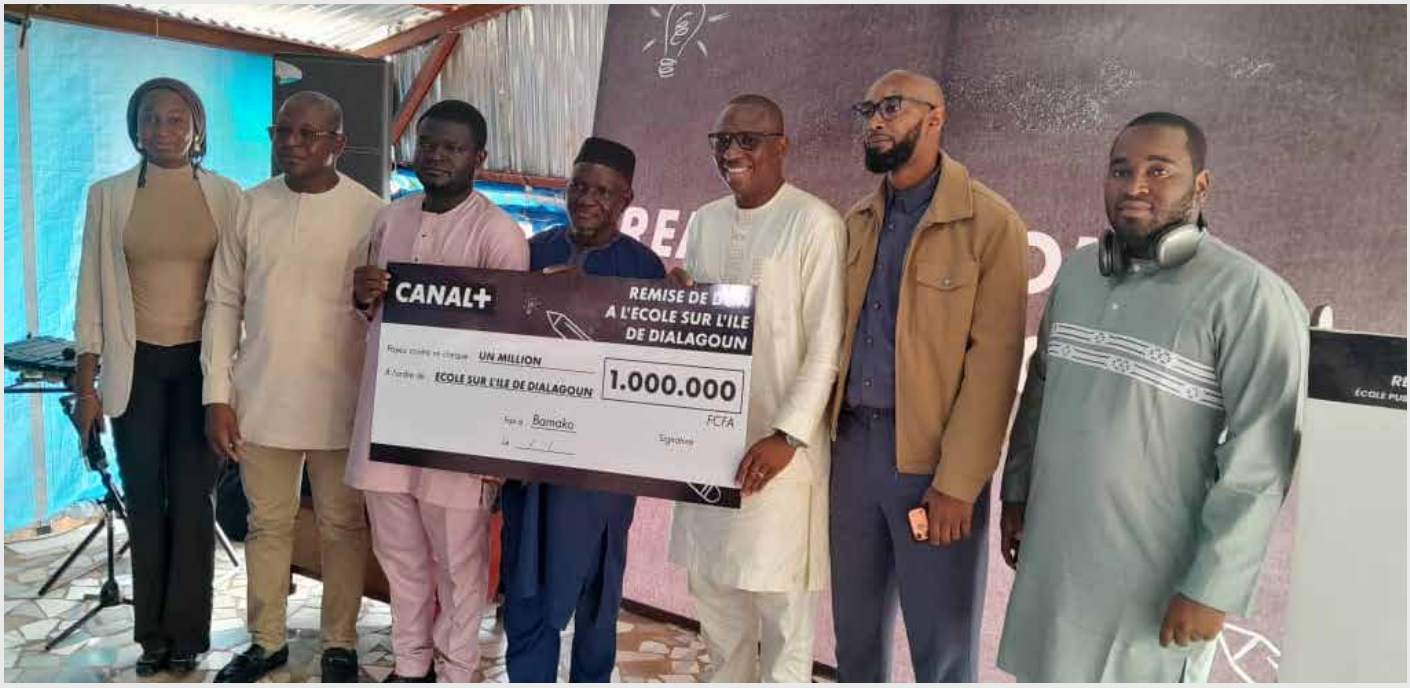
À travers cette formation, le ministère entend également promouvoir une culture de la performance et de la redevabilité. Un système de suivi-évaluation efficace permet non seulement de mesurer les résultats des programmes engagés, mais aussi d'identifier les insuffisances, de procéder aux ajustements nécessaires et d'orienter les ressources vers les interventions produisant le plus d'impact.

L'atelier apparaît ainsi comme un investissement dans les compétences des administrations chargées de traduire les politiques publiques d'emploi, de formation professionnelle et d'alphabétisation en résultats concrets au bénéfice des populations, particulièrement des jeunes ruraux.

Karamoko B Keita



École publique de l'île Dialagoun : Canal+ offre 225 kits scolaires et un million de FCFA



Dans le cadre du Mois de la solidarité, Canal+ a apporté son soutien à l'École publique de l'île Dialagoun, située sur le fleuve Niger à Bamako. L'entreprise a remis, lundi 5 octobre 2026, 225 kits scolaires ainsi qu'un chèque d'un million de FCFA à l'établissement. Une action destinée à soutenir la scolarisation d'enfants issus principalement de familles de pêcheurs vivant aux abords du fleuve.

La cérémonie de remise symbolique s'est déroulée en présence des autorités locales, de l'administration scolaire, des enseignants, des parents d'élèves ainsi que des membres de l'Association Karama Mali.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme Canal+ Impact, à travers lequel l'entreprise mène différentes actions de solidarité en faveur des populations vulnérables sur le continent africain. À Dialagoun, le choix s'est porté sur l'éducation et l'accompagnement d'enfants évoluant dans un environnement où les conditions socio-économiques des familles peuvent constituer un obstacle à la scolarisation.

Prenant la parole à cette occasion, le représentant de Canal+, Cheicknè Amala Sissoko, a assuré l'administration de l'établissement de la volonté de l'entreprise de poursuivre son accompagnement.

« Vous avez tout le soutien de Canal+. Les prochaines aides viendront », a-t-il déclaré. Il a également annoncé la remise prochaine aux élèves de vêtements collectés par le personnel de l'entreprise.

Pour le directeur de l'École de Dialagoun, Broulaye Konaté, ce geste revêt une importance particulière au regard des réalités vécues par les familles dont les enfants fréquentent l'établissement.

« Qui connaît la situation actuelle du pays sait à quel point un geste de ce genre est hautement symbolique et très important », a-t-il souligné. Selon lui, l'emplacement particulier de l'école, le profil des élèves et les conditions de vie de nombreuses familles donnent davantage de valeur à cette initiative de solidarité.



La chargée de Communication de Canal+, Aïchata Guindo, a, pour sa part, réaffirmé l'engagement de l'entreprise en faveur de l'éducation et de l'épanouissement de la jeunesse malienne.

Au-delà de la valeur matérielle du don, l'initiative devrait contribuer à alléger certaines dépenses supportées par les parents et à améliorer les conditions d'apprentissage des bénéficiaires.

Ouverte en 2017, l'École de Dialagoun est implantée sur une île du fleuve Niger, à Bamako. Depuis 2022, elle est officiellement reconnue comme établissement fondamental d'enseignement public.

L'école accueille aujourd'hui 262 élèves, majoritairement issus de la communauté des pêcheurs installée au bord du fleuve. Ils sont répartis dans six salles de classe.

L'établissement se distingue également par une approche éducative associant enseignement classique et initiation aux savoir-faire culturels. En complément des matières scolaires, les enfants y apprennent notamment la fabrication du bogolan, la danse et la poterie.

À travers les 225 kits scolaires et l'appui financier d'un million de FCFA, Canal+ apporte ainsi une contribution à une école dont la mission combine accès à l'éducation, transmission culturelle et inclusion sociale.

Ibrahim Sanogo

Hausse du prix de la viande : Le gouvernement cherche la parade avec les acteurs de la filière



À Bamako, le kilogramme de viande avec os se négocie désormais entre 4 300 et 4 500 FCFA, contre 3 800 à 4 000 FCFA en avril dernier. Face à cette hausse persistante, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a réuni, lundi 5 octobre 2026, les acteurs de la filière bétail-viande afin d'identifier des mesures susceptibles d'enrayer la progression des prix. Les concertations se tiendront désormais chaque semaine.

La rencontre, organisée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), a enregistré la participation des représentants des ministères chargés de l'Élevage et de l'Économie et des Finances, ainsi que des structures techniques et professionnelles impliquées dans la filière.

Convoquée sur instruction du Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, elle s'inscrit, selon le département du Commerce, dans l'Axe 3 de la lettre de cadrage présidentielle consacré à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations.

L'objectif est notamment d'évaluer la disponibilité du bétail et de la viande, d'identifier les facteurs entretenant la flambée des prix et de proposer des réponses concrètes.

Les chiffres présentés témoignent d'une tendance persistante. Le prix moyen national du kilogramme de viande avec os est passé de **3 211 FCFA à la fin du mois d'avril à 3 502 FCFA entre le 28 septembre et le 4 octobre 2026.**

La situation est encore plus marquée à Bamako. Le kilogramme

avec os coûte actuellement entre 4 300 et 4 500 FCFA, tandis que la viande sans os se vend autour de 5 000 FCFA.

Pourtant, des concertations engagées depuis avril avaient permis d'identifier plusieurs mesures. Celles-ci portent notamment sur l'ouverture et la sécurisation des marchés à bétail de l'intérieur, le contingentement des exportations, l'amélioration de la disponibilité de l'aliment bétail et la création de nouveaux marchés sécurisés à proximité de Bamako.

Malgré ces dispositions, les prix n'ont pas retrouvé leur niveau antérieur.

Moussa Alassane Diallo a donc appelé les différents acteurs à dépasser le simple constat pour agir sur l'ensemble de la chaîne. Les coûts de production et de transport, l'approvisionnement des marchés ainsi que l'organisation des circuits de commercialisation figurent parmi les principaux paramètres examinés.

Les participants ont notamment évoqué la diversification et la sécurisation des « **garbals** », l'amélioration de l'approvisionnement des marchés en bétail et la sécurisation des axes empruntés pour acheminer les animaux vers les grands centres de consommation.

La disponibilité et le coût de l'aliment bétail ont également occupé une place importante dans les discussions. Des solutions de substitution sont envisagées afin de réduire les charges supportées par les éleveurs et, à terme, leur répercussion sur le prix payé par le consommateur.

Pour maintenir la pression sur le dossier, le ministre a décidé d'instaurer une **réunion hebdomadaire du cadre de concertation.** L'objectif affiché est de parvenir à des mesures concrètes, applicables et mesurables permettant un retour progressif à la normale et une meilleure stabilité du marché de la viande.

Fatou Sissoko



Tribune : « Nous n'avons pas à demander la permission d'être libres »



Un journaliste ne devrait pas avoir à enfiler un gilet pare-balles pour poser une question. Un citoyen ne devrait pas préparer sa valise avant de publier une opinion. Un avocat ne devrait pas craindre de disparaître pour avoir défendu celui que le pouvoir veut faire taire.

C'est pourtant là que nous en sommes. Des familles cherchent un père, un fils, un mari. Des rédactions ignorent où se trouve leur confrère. Des avocats réclament l'exécution d'une décision de justice comme on quémande une faveur. Le dépit finit par les gagner, eux que lassent l'attente et une diplomatie impuissante dès qu'il s'agit de retrouver leurs confrères enlevés. Et l'on fait comprendre aux citoyens que leur tranquillité se paiera désormais au prix de leur silence.

Le 30 septembre 2026, la rédaction de Charlie Hebdo a posé une question qui nous concerne tous : « Presse libre, pour combien de temps encore ? » Elle y dénonce notamment les propos de Marine Le Pen invitant Mediapart à enfiler un « costard en Kevlar », après la publication d'accusations visant Jordan Bardella, qui les conteste.

Chacun a le droit de répondre à une enquête, d'en contester les conclusions, de saisir le juge. C'est précisément à cela que sert le droit. Mais nul ne devrait dessiner une cible autour d'une rédaction. Dans la bouche de responsables qui aspirent à gouverner, de tels mots pèsent plus lourd que d'autres. On les prononce parfois à la légère ; on les entend toujours très loin.

Un journal peut être contredit, poursuivi, condamné s'il a failli. Il ne peut pas être menacé parce qu'il dérange.

Je ne confonds pas Paris avec Bamako, Niamey ou Ouagadougou. Une formule intimidante n'est pas une disparition forcée. Mais le Sahel nous a appris comment ces choses commencent : par la tentation de tenir toute parole libre pour une insubordination.

Partout, le même lexique. Le journaliste devient un déstabilisateur, l'opposant un apatride, l'avocat un complice, le défenseur des droits humains un agent de l'étranger. Et le citoyen qui refuse d'applaudir, un suspect.

« Aucun dirigeant n'incarne à lui seul la patrie. Aucun parti ne résume le peuple. Aucun uniforme ne tient lieu de nation »

Nommer. Il faut sortir des généralités et dire les noms.

Guy Hervé Kam, au Burkina Faso. Avocat, figure de la société civile, arrêté à plusieurs reprises, poursuivi avec un acharnement que dénoncent ses défenseurs. Des juges ont ordonné sa libération. Leurs décisions ne l'ont pas durablement protégé. Que vaut une décision de justice lorsqu'elle ne suffit plus à ouvrir la porte d'une prison ?

Mountaga Tall, au Mali. Avocat, homme politique, figure de notre vie publique. Sa famille dénonce son enlèvement à son domicile, dans la nuit du 2 au 3 mai 2026. Son fils aîné a lui aussi été porté disparu. Où sont-ils ? Dans quelles conditions ? Sur quel fondement ? Un État qui laisse ces questions sans réponse ne peut plus prétendre que le droit est intact.

Moussa Kaka, au Niger. Journaliste, ancien correspondant de Radio France Internationale, directeur de Radio Télévision Saraounia. Porté disparu depuis le 31 août 2026. Une voix que tout un pays connaissait s'est tue du jour au lendemain, sans que ses proches sachent pourquoi. Un soir, un homme quitte sa rédaction pour rentrer chez lui. Puis plus rien. Aucune famille ne devrait être condamnée à cette attente.

Moussa Tchangari, au Niger également. Défenseur des droits humains, arrêté en décembre 2024. Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a qualifié sa détention d'arbitraire et recommandé sa libération immédiate. Ce constat n'émane ni d'un militant ni d'un opposant : il est international, précis, motivé. Il n'appelle qu'une réponse : la liberté.

Mohamed Bazoum et son épouse, Hadiza, au Niger. Le président élu est détenu avec elle depuis le coup d'État de juillet 2023, dans des conditions que leurs proches et leurs avocats décrivent comme atroces. Ni juge indépendant, ni procès équitable, ni horizon. Ils paient le prix du suffrage. Ils paient le prix de la démocratie. Ils paient pour les dérives de ceux qui ont pris le pouvoir par les armes et le gardent par la peur.

En Guinée, Oumar Sylla, dit Foniké Menguè, et Mamadou Billo Bah, militants de la société civile, ainsi que le journaliste Habib Marouane Camara. Leurs enlèvements et leurs disparitions ont été dénoncés par les organisations de défense des droits humains.

Sidya Touré, ancien Premier ministre de Guinée, s'est éteint à Paris, loin des siens et de sa terre. Le chef de l'État, le Premier ministre et les ministres guinéens se sont aussitôt empressés d'adresser leurs condoléances à sa famille. Superbe compassion. Ce sont pourtant les mêmes qui ont fait saisir sa maison, qui l'ont contraint à l'exil et qui l'ont regardé s'user, année après année, face à l'injustice. Cet homme de paix et de grande dignité n'a pas été vaincu par ses adversaires : il a été miné par l'arbitraire, par les droits bafoués, par l'effacement méthodique de tout ce qu'il avait construit. On ne présente pas ses condoléances à une famille dont on a soi-même creusé le chagrin.

Ces noms, il faut les prononcer encore. Ces visages, il faut les

montrer encore. Cette absence doit continuer de déranger.

Où sont-ils ? Nous demandons ce qui leur est arrivé. Nous exigeons des preuves de vie, des enquêtes et des responsables.

Ces situations ne sont pas identiques, et je me garderai de les fondre dans une accusation indistincte. Mais elles nous placent devant une même obligation : ne jamais accepter qu'un être humain soit soustrait à la protection de la loi, maintenu arbitrairement en détention ou livré à une procédure conçue pour briser sa voix.

Le droit, sur ce point, ne laisse aucune place au doute. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples interdit toute arrestation ou détention arbitraire et n'admet de privation de liberté que pour des motifs et dans des conditions préalablement fixés par la loi (article 6). Elle garantit à chacun le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions (article 9). Nos États l'ont ratifiée. Elle les oblige.

Et derrière les noms connus, combien d'anonymes ? Combien de citoyens privés d'avocat, de familles intimidées, de militants poussés à l'exil, de journalistes qui renoncent à publier ? Combien de disparus dont aucune organisation ne connaît encore le nom ?

La répression l'emporte quand ses victimes deviennent anonymes. Elle l'emporte quand l'absence dure assez longtemps pour que l'opinion détourne le regard. Elle l'emporte le jour où nous parlons des disparus au passé, faute d'avoir obtenu des réponses au présent. Cette victoire, nous ne la lui offrirons pas.

Paravent. Il faut dénoncer les poursuites sans base légale, les détentions arbitraires, les condamnations qui punissent l'expression pacifique d'une opinion. Il faut aussi regarder en face ce que la répression fait à la justice elle-même.

Un numéro de dossier ne rend pas une persécution légitime. Une convocation n'établit pas une infraction.

« Une robe de magistrat ne change pas une volonté politique en vérité judiciaire »

Lorsqu'une procédure sert à épuiser, à intimider, à neutraliser un adversaire, elle fait deux victimes : le justiciable poursuivi, et la confiance que chacun devrait pouvoir placer dans ses tribunaux.

Avocat depuis plus de trente ans, je refuse que la justice soit ravalée à ce rôle. Elle existe pour protéger celui qui déplaît, entendre celui qui contredit, libérer celui que le pouvoir voudrait garder derrière les barreaux. Sans cela, elle n'est plus qu'un greffe au service du prince.

Les gouvernants invoquent la sécurité, la souveraineté, l'unité nationale. Soit. Mais quelle souveraineté défend-on lorsque le citoyen n'est plus maître de sa parole ? Quelle unité bâtit-on en désignant une partie du peuple comme ennemie ? Quelle sécurité offre-t-on à une famille qui ne sait pas où se trouve l'un des siens ? La souveraineté d'un pays appartient d'abord à ceux qui l'habitent. Elle doit leur permettre de parler debout.

Pas de vaccin. L'Europe aurait tort de regarder ces dérives comme un mal lointain dont elle serait naturellement préservée. L'autoritarisme peut entrer par les urnes. Il peut conserver un Parlement, multiplier les procédures, invoquer la légalité à chaque phrase, tout en démontant une à une les garanties qui permettent de lui résister. Il avance un pied dans la loi, l'autre dans l'arbitraire. Il se sert de la démocratie pour conquérir le pouvoir, puis la retourne contre ceux qui pourraient le lui disputer.

« Une victoire électorale ne confère aucun droit de confisquer la parole publique. Un mandat n'est pas un titre d'impunité »

Une démocratie se juge à ce qui reste possible au lendemain du scrutin : enquêter sur les gouvernants, critiquer leurs décisions, manifester pacifiquement, saisir un juge indépendant, préparer librement l'alternance.

La liberté de la presse protège notre droit de savoir. La liberté d'opinion, notre droit de juger par nous-mêmes. Ensemble, elles garantissent notre liberté d'exister sans nous soumettre : sans applaudir sur commande, sans adhérer par peur, sans renier notre conscience pour conserver un emploi, une sécurité, une place dans notre propre pays.

Constance. Notre indignation ne peut pas être sélective. Un journaliste ne perd pas ses droits parce qu'il critique notre camp. Une détention arbitraire ne devient pas acceptable parce que nous combattons les idées du détenu. Une disparition n'est pas moins grave parce que la victime gêne nos alliances.

À Guy Hervé Kam, à Mountaga Tall et à son fils, à Moussa Kaka, à Moussa Tchangari, à Mohamed Bazoum et à son épouse, à Foniké Menguè, à Mamadou Billo Bah, à Habib Marouane Camara, et à tous ceux qui sont injustement privés de leurs droits, nous devons bien plus qu'une compassion de passage. Nous leur devons une parole qui insiste, une mobilisation qui dure, une exigence de vérité et de justice qui ne faiblit pas.

Nous continuerons de nommer, de demander, de défendre. Jusqu'à ce que les disparitions soient élucidées, que les détentions arbitraires cessent et que les responsabilités soient établies.

Je pense enfin à toutes celles et à tous ceux qui, partout, se battent comme de beaux diables : avocats, magistrats intègres, journalistes, militants, familles. Ils croient au droit. Ils croient à la justice. L'un et l'autre sont aujourd'hui ébranlés, mais ils finiront par s'imposer. L'humanité ne peut pas aller longtemps à contre-courant d'elle-même.

À ceux qui gouvernent par la peur, disons-le simplement : nos voix ne vous appartiennent pas, nos consciences ne relèvent pas de votre autorité, nos vies ne sont pas à votre disposition.

Nous n'avons pas à demander la permission d'être libres.

Mamadou Ismaila KONATÉ

Avocat à la Cour, Barreaux du Mali et de Paris

Arbitre international



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Immersion créative 72 heures : 15 artistes conjuguent leurs talents au service du vivre-ensemble



Quinze artistes maliens et étrangers, issus de plusieurs disciplines, ont partagé pendant trois jours leurs expériences et leurs univers artistiques dans le cadre du projet « Immersion créative 72 heures ». La restitution de cette expérience s'est déroulée, samedi 3 octobre 2026, au Centre Soleil d'Afrique à Bamako, mettant en lumière le rôle de l'art dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

La cérémonie s'est tenue en présence d'Amadou Diabaté, Chef de Cabinet par intérim, représentant le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé. Il était accompagné du Chargé de mission Souleymane Ouologuem. Le Directeur du Centre Soleil d'Afrique, Hama Goro, plusieurs artistes et passionnés d'art ont également pris part à l'événement.

Soutenu par le département de la Culture, le projet a réuni des créateurs évoluant dans les arts visuels, la musique, le conte, le théâtre, la photographie, la vidéo et les arts numériques.

Durant 72 heures, les participants ont confronté leurs pratiques, leurs sensibilités et leurs expériences pour produire collectivement autour de thématiques majeures telles que le vivre-ensemble, la paix, la citoyenneté, la jeunesse, la diversité culturelle et la solidarité.

Au nom du ministre Mamou Daffé, Amadou Diabaté a salué une initiative qui, selon lui, démontre la capacité de la culture à rapprocher les individus, stimuler la créativité et renforcer la cohésion sociale.

Il a également réaffirmé le soutien du département aux initiatives favorisant la valorisation des talents et faisant de la création artistique un instrument de transformation sociale.

La cérémonie s'est achevée par des félicitations adressées aux artistes, organisateurs, encadreurs et partenaires pour une initiative qui participe à la promotion de la création contemporaine et au rayonnement de l'art malien.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Union africaine : A New Alamein, les dirigeants appellent à accélérer l'intégration du continent



La 8e Réunion de coordination entre l'Union africaine (UA), les Communautés économiques régionales (CER) et les Mécanismes régionaux (MR) s'est ouverte à New Alamein, en Égypte. La rencontre entend renforcer la coordination institutionnelle et accélérer la mise en œuvre des priorités de l'Agenda 2063, avec un accent particulier sur l'intégration économique, l'industrialisation, le financement du développement et la paix.

À l'ouverture des travaux, le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a remercié le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi et les autorités égyptiennes pour l'accueil réservé aux délégations.

Il a souligné le rôle central de cette réunion annuelle dans l'harmonisation des actions de l'UA, des CER et des Mécanismes régionaux. Malgré les progrès enregistrés, des obstacles institutionnels et opérationnels continuent, selon lui, de ralentir l'intégration du continent.

Pour la deuxième décennie de l'Agenda 2063, Mahmoud Ali Youssouf a plaidé pour une meilleure répartition des responsabilités, une coordination renforcée et surtout des résultats concrets pour les populations.

La question du financement figure également au cœur des préoccupations. L'Afrique, a-t-il insisté, doit renforcer sa capacité à mobiliser ses propres ressources pour financer ses infrastructures et ses priorités de développement.

Les dirigeants ont également mis l'accent sur la nécessité de dépasser le modèle d'exportation des matières premières. Le continent doit produire, transformer localement ses ressources, développer ses chaînes de valeur et accroître le commerce intra-africain.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) apparaît, à cet égard, comme un instrument majeur, à condition de combler les déficits en infrastructures, financement et capacités productives.

Enfin, les participants ont rappelé que l'intégration économique demeure indissociable de la paix et de la stabilité. Diplomatie préventive, règlement pacifique des conflits et coopération régionale devront ainsi accompagner les ambitions économiques d'une Afrique davantage intégrée.

Mohamed N'Diaye

Agenda 2063 : L'Union africaine et la BAD veulent accélérer le financement des projets prioritaires



En marge de la 8e Réunion de coordination semestrielle de l'Union africaine, tenue à Al-Alamein, en Égypte, le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, s'est entretenu avec le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Sidi Ould Tah. Au cœur des échanges : le financement des projets prioritaires du continent et l'accélération de la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

Cette rencontre a permis aux deux responsables d'examiner les voies et moyens de renforcer le partenariat entre l'Union africaine et la BAD, deux institutions appelées à jouer un rôle majeur dans la transformation économique du continent.

Une attention particulière a été accordée à la mobilisation des financements nécessaires à la réalisation des projets africains prioritaires. Dans un contexte où les besoins en infrastructures et en investissements demeurent importants, l'accès aux ressources financières constitue un enjeu déterminant pour concrétiser les ambitions de développement du continent.

Mahmoud Ali Youssouf et Sidi Ould Tah ont également abordé la question du coût du capital, souvent considéré comme un obstacle à la réalisation de nombreux investissements en Afrique. Les discussions ont ainsi porté sur le recours accru aux garanties et aux mécanismes de partage des risques susceptibles de faciliter la mobilisation de capitaux au profit des projets structurants.

Les deux responsables ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'accélérer l'application des engagements conjoints entre l'Union africaine et la BAD.

Cette coopération doit contribuer à transformer les grandes orientations de l'Agenda 2063 en projets concrets dans des secteurs stratégiques pour le développement et l'intégration du continent.

La rencontre d'Al-Alamein traduit ainsi la volonté des deux institutions de rapprocher davantage vision politique et instruments financiers afin de soutenir les priorités africaines et d'accélérer leur mise en œuvre.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Éliminatoires JO Los Angeles 2028 : Les Aigles Dames à Lomé pour défier le Bénin



Les Aigles Dames du Mali sont arrivées, lundi 5 octobre 2026, à Lomé, au Togo, où elles affronteront les Amazones du Bénin, jeudi 8 octobre, pour le compte du match aller du deuxième tour des éliminatoires des Jeux Olympiques de Los Angeles 2028.

La délégation malienne a foulé le sol togolais aux environs de 11 heures avant de prendre ses quartiers à l'hôtel Mirambeau, qui servira de quartier général à la sélection durant son séjour dans la capitale togolaise.

Initialement programmée à Cotonou, la rencontre entre les deux sélections a finalement été délocalisée à Lomé pour des raisons logistiques. Les deux formations devront donc disputer cette première manche sur terrain neutre.

Pour les Aigles Dames, l'objectif sera de réaliser une bonne opération à Lomé afin d'aborder dans les meilleures conditions le match retour. Dans cette double confrontation à élimination directe, les Maliennes devront notamment miser sur leur organisation collective, leur solidité défensive et leur efficacité offensive pour prendre une option sur la qualification.

Cette confrontation constitue un nouveau défi pour le football féminin malien, qui ambitionne de poursuivre sa progression sur la scène continentale et de continuer son parcours vers le grand rendez-vous olympique de Los Angeles en 2028.

Après la première manche de Lomé, les deux équipes se retrouveront cinq jours plus tard à Bamako. Le match retour est en effet programmé le mardi 13 octobre 2026 au Stade du 26 Mars.

Devant leur public, les Aigles Dames espèrent pouvoir conclure favorablement cette double confrontation. Mais avant de penser au rendez-vous de Bamako, elles devront négocier avec sérieux le premier acte face aux Amazones.

Jeudi à Lomé, les Maliennes auront donc une première mission : obtenir un résultat favorable pour préserver toutes leurs chances de qualification avant le retour à Bamako.

Fatou Sissoko

Chine : Le sport fait tourner l'économie pendant les vacances de la Fête nationale



Le 1er octobre, c'est la Fête nationale chinoise. Chaque année à cette période, les Chinois bénéficient de sept jours de congés consécutifs. On l'appelle aussi « la semaine d'or ».

Cette année, les vacances de la Fête nationale chinoise sont placées sous le signe du sport. Des petits terrains de village aux grands stades internationaux de Beijing, les compétitions attirent les spectateurs, les touristes, les familles, les commerçants et même des visiteurs venus de l'étranger.

Le « Cun Chao » : quand un village chinois devient le terrain de jeu du monde

Imaginez un tournoi de football dans un petit village de montagne en Chine, avec des joueurs venus du monde entier !

Le village de Rongjiang, situé dans la province du Guizhou, accueille la « Village Super League » du 30 septembre au 6 octobre, connu sous le nom « Cun Chao ». L'événement se déroule en deux volets : une Coupe et des matchs amicaux, auxquels participent 551 joueurs venus de 36 pays et régions. Brésil, Royaume-Uni, Cambodge, Malaisie... Des nationalités différentes, mais une même passion : le football. Ici, pas de stars à plusieurs millions ni de billets hors de prix. Le « Cun Chao » repose avant tout sur le plaisir de jouer et l'ambiance populaire.





Et le football se joue bien au-delà du terrain ! Pendant la compétition, 19 communes et 29 villages proposent des activités locales typiques : chants et danses des ethnies dong et miao, découverte des rizières, banquets ruraux, marchés nocturnes et dégustations de spécialités culinaires. On ne vient plus seulement pour voir un match. On vient aussi découvrir une culture, goûter la cuisine locale et rencontrer les habitants





À Beijing, « la semaine d'or » est rythmée par le sport





L'Open de Chine qui se déroule du 28 septembre au 11 octobre au Centre national de tennis, couvrant toute la période des vacances, enrichit l'expérience des spectateurs. En effet, en plus d'assister aux matchs, les jeunes fans peuvent aussi s'essayer au mini-tennis dans l'espace de loisirs du Centre national. L'événement ne se limite plus aux courts : son espace accueille des restaurants et des références de produits sous licence, afin de transformer la visite en véritable expérience de loisirs et de consommation.

De son côté, le WTT China Smash, organisé à Shougang Park du 1er au 11 octobre, accueille un large public. Sport très populaire en Chine, le tennis de table rassemble de nombreux spectateurs à l'occasion de ces compétitions internationales. Les visiteurs peuvent aussi profiter d'avantages auprès de nombreux commerces aux alentours grâce à leur billet, avec des offres liées à la restauration, à l'hébergement et aux loisirs.





Le principe ? Transformer le simple billet en passeport pour découvrir la ville. C'est toute la logique du « sport + tourisme + consommation » : les compétitions attirent les visiteurs, puis les invitent à profiter des restaurants, commerces, hôtels et sites touristiques.

Du petit stade de village aux grandes compétitions internationales, le sport devient ainsi un moteur de rencontres, de découvertes et d'activités économiques.

Pour vous, le sport peut-il être une nouvelle façon de voyager ?

Par Zhang Meijiao, journaliste de CGTN Français

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com